Côte d'Ivoire

En 2012, la Côte d'Ivoire a fait des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté un Plan d'action national visant à réprimer la traite, l'exploitation et le travail des enfants, adopté une liste actualisée des emplois dangereux interdits aux enfants, embauché 8 000 nouveaux enseignants, lancé une campagne nationale de sensibilisation portant sur les pires formes de travail des enfants, et commencé à participer à un projet d'appui de la collecte de données d'enquête représentatives au plan national sur le travail des enfants dans les régions de culture du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. Cependant, la Côte d'Ivoire n'a toujours pas de loi sur l'enseignement obligatoire et des lacunes demeurent dans l'application des lois. En outre, il n'existe aucun programme permettant d'aider les enfants identifiés comme étant impliqués dans les pires formes de travail des enfants dans des secteurs agricoles autres que le cacao, ou dans les mines, le travail domestique et l'exploitation sexuelle commerciale. Pendant toute la période concernée, les enfants ont continué à participer à des travaux agricoles dangereux. Ces travaux ont concerné principalement les plantations de cacao, parfois dans des situations de travail forcé.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes permettraient de progresser sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants en Côte d'Ivoire :

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Lois et règlements	Rendre l'instruction obligatoire et établir un âge minimum de fin de la scolarité obligatoire qui soit compatible avec l'âge minimum légal d'admission à l'emploi.	2009, 2010, 2011, 2012
	Veiller à ce que les interdictions des pires formes de travail des enfants s'appliquent désormais aux enfants travaillant pour leur compte.	2011, 2012
Coordination et mise en application	Affecter des moyens suffisants pour que des inspections puissent être effectuées, en particulier dans les secteurs où les pires formes de travail des enfants sont les plus répandues, et veiller à l'application des lois pertinentes.	2009, 2010, 2011, 2012
	Collecter de façon systématique les données disponibles sur les accidents du travail d'enfants, les poursuites et les condamnations en justice ainsi que l'aiguillage vers des services de réadaptation des enfants soustraits aux pires formes de travail des enfants, et diffuser ces informations.	2010, 2011, 2012

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Coordination et mise en application	Amplifier le Système de surveillance du travail des enfants (SSTE).	2011, 2012
	Veiller à ce que les procédures soient suivies afin d'empêcher les enfants d'être recrutés pour participer à des conflits armés.	2011, 2012
	Améliorer la coordination entre le CIM et le CNS, et clarifier les rôles et les responsabilités de chacun.	2012
Politiques	Affecter des fonds suffisants et étendre les activités permettant l'application efficace des Plans d'action nationaux de lutte contre les pires formes de travail des enfants.	2009, 2010, 2011, 2012
Programmes sociaux	Piloter et amplifier les initiatives visant à s'attaquer aux pires formes de travail des enfants dans l'exploitation sexuelle commerciale, le travail domestique et les mines.	2010, 2011, 2012
	Veiller à ce que les enfants utilisés par les forces armées bénéficient de programmes de réadaptation adéquats.	2011, 2012
	Mettre en œuvre une campagne nationale visant à assurer la sécurité des enfants dans les écoles et collaborer avec les établissements scolaires pour éliminer les frais de scolarité, surtout ceux liés au paiement des salaires des enseignants.	2011, 2012
	Amplifier et renforcer tous les programmes liés aux pires formes de travail des enfants en : <ul style="list-style-type: none"> • Élaborant des modèles durables à long terme de surveillance du travail des enfants et de soutien • Augmentant les programmes sociaux, éducatifs et visant à créer des moyens de subsistance, l'aide à l'apprentissage, la formation des agriculteurs et l'amélioration de l'infrastructure (par ex., des établissements scolaires) • Suivant de près les actions mises en œuvre dans le cadre de projets et en diffusant les informations afférentes au grand public • Reproduisant et amplifiant, dans toutes les zones de culture du cacao et autres zones agricoles, les interventions réussies de lutte contre l'exploitation des enfants par le travail. 	2009, 2010, 2011, 2012